

les pêches), y compris le droit qu'a Investissement Canada d'examiner les acquisitions directes importantes et d'imposer des prescriptions de résultats qui ne faussent pas les échanges. De cette façon, l'Accord tient compte des préoccupations particulières de l'Î.-P.-É., tant en ce qui touche les sensibilités à l'importation que la recherche de nouveaux investissements.

Somme toute, il est clair que l'Accord donnera d'importants avantages à l'Î.-P.-É. Cette évaluation positive se fonde sur les évaluations d'incidence économique qui ont été faites, comme les études récemment menées par le Conseil économique des provinces de l'Atlantique et le Conseil économique, ainsi que sur l'effet positif que d'autres mesures de libéralisation du commerce ont déjà eu sur l'économie de la province.

De nouvelles possibilités de croissance viendront renforcer les secteurs de l'agriculture et de la pêche - qui sont les deux grands piliers de l'économie provinciale - et encourager des sociétés locales innovatrices comme Diagnostic Chemicals. Le gouvernement fédéral a créé l'Agence de promotion économique du Canada atlantique comme premier pas dans le sens d'une nouvelle croissance. En élargissant et en sécurisant leur accès au marché le plus vaste et le plus riche du monde, les résidents de l'Î.-P.-É. seront mieux en mesure de réaliser ce potentiel. L'Accord relancera aussi les efforts pour régler un problème qui préoccupe depuis longtemps la province, soit l'existence d'obstacles au commerce interprovincial.

Sur un autre plan, les dures réalités économiques amènent également les résidents de l'Île à endosser l'ALE comprenant que, étant donné la compétitivité qui se livre au plan mondial et la nécessité d'affronter ce défi, ils ont davantage intérêt à s'adapter à un marché de 275 millions de consommateurs qu'à un marché dix fois moins important. Ils reconnaissent également que l'Accord nous protège effectivement de la montée du protectionnisme américain. En bref, lorsqu'ils soupèsent attentivement ces réalités et notre vif désir de maintenir notre souveraineté économique et politique, ils comprennent que l'Accord constitue une orientation sensée qui mérite leur appui.